



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Convention sur les armes Chimiques

5^{ème} Conférence d'Examen

Déclaration

S.E. Gabriel Lüchinger
Chef de la Division Sécurité Internationale
Département Fédéral des affaires Etrangères

Débat général

La Haye, 15-19 Mai 2023

Chemical Weapons Convention

5th Review Conference

Statement

H.E. Gabriel Lüchinger
Head of the International Security Division
Federal Department of Foreign Affairs

General Debate

The Hague, 15-19 May 2023

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre élection à la présidence de la cinquième conférence d'examen de la Convention sur l'Interdiction des Armes Chimiques (CIAC). Je voudrais vous remercier, ainsi que l'ambassadeur Kuusing, président du groupe de travail à composition non limitée, pour vos efforts continus pour dans la préparation de cette conférence.

Monsieur le Président,

Cette conférence d'examen intervient à un moment crucial. Pour l'heure, les signes ne vont pas dans le sens du désarmement. Dans ce contexte, il est d'autant plus important de présenter l'OIAC et la Convention comme la réussite qu'elles sont ! Cette année, la destruction de tous les stocks déclarés sera achevée et je tiens à féliciter tous ceux qui ont contribué à cette étape majeure.

Ces dernières années, l'Organisation a été confrontée à des défis majeurs. Mais à chaque fois, l'OIAC a prouvé qu'elle était capable de réagir et de surmonter ces défis. Qu'il s'agisse de la création de différents organes travaillant sur la Syrie ou de la modification du Tableau 1 de l'annexe de la CIAC sur les produits chimiques.

Monsieur le Président,

Même si la destruction des stocks déclarés est en cours d'achèvement, le travail de l'OIAC n'est pas terminé. Notre attention doit maintenant se porter sur la prévention de la réapparition des armes chimiques tout en conservant l'expertise en matière de destruction.

Notre objectif commun est de renforcer la norme contre l'utilisation des armes chimiques et la convention. À cette fin, la Suisse a présenté un document intitulé, justement, " A strengthened CWC ", qui identifie les questions clés et la manière de les aborder. Permettez-moi de souligner quelques points qui méritent une attention particulière :

Ces dernières années nous ont montré à plusieurs reprises les terribles conséquences de l'utilisation d'armes chimiques et que les produits chimiques toxiques ont un impact différent sur la souffrance des victimes en fonction de leur âge et de leur genre. La Suisse condamne avec la plus grande fermeté l'utilisation d'armes chimiques par qui que ce soit, où que ce soit et dans n'importe quelles circonstances. Leur utilisation constitue une violation grave du droit international, et en particulier de la Convention sur l'Interdiction des Armes Chimiques. Les responsables doivent être traduits en justice. L'impunité pour ces crimes est tout simplement inacceptable.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte, la communauté internationale doit continuer à adopter une position ferme. Les faits doivent être établis de manière indépendante, impartiale, factuelle et scientifique. Les coupables doivent être identifiés et tenus pour responsables. Cette tâche doit être poursuivie sans relâche. D'autant plus que ce travail est régulièrement entravé. Dans ce contexte, la Suisse réitère son plein soutien et sa confiance au Directeur général et au Secrétariat de l'OIAC.

Les faits montrent clairement que la République arabe syrienne viole plusieurs obligations découlant de la Convention. Le troisième rapport de l'équipe d'enquête et d'identification (IIT), publié en début d'année, conclut qu'il existe des "motifs raisonnables de croire" que les auteurs d'une attaque chimique à Douma en avril 2018 étaient des membres de l'armée de l'air de la République arabe syrienne au moment de l'incident. Ainsi, à ce jour, 9 des quelque 25 attaques chimiques documentées par l'ONU et l'OIAC en Syrie ont été attribuées au gouvernement syrien. En outre, 20 des 24 questions relatives à la déclaration initiale de la Syrie sont toujours en suspens. Il ne s'agit pas de simples détails. L'absence de réponses vérifiables et de documentation sur des éléments importants du programme d'armes chimiques syrien soulève de sérieuses inquiétudes quant à l'état actuel du programme. La Suisse exhorte la RAS à respecter ses obligations en tant qu'Etat partie à la Convention et à permettre sans délai à tous les membres de l'Équipe d'évaluation de la déclaration initiale de la Syrie (DAT) d'accéder sans entrave à son territoire afin qu'ils puissent procéder aux enquêtes et vérifications nécessaires.

En ce qui concerne l'empoisonnement avéré de M. Navalny en 2020, des questions restent également en suspens. La Russie n'a pas ouvert d'enquête indépendante et n'a pas coopéré avec l'OIAC, malgré les obligations qui lui incombent en vertu de la CIAC. Selon des conclusions crédibles, les autorités britanniques ont établi que la Russie est responsable de l'attaque de 2018 contre Sergueï Skripal avec

un agent neurotoxique du groupe "Novichok", qui est interdit par la convention depuis 2019. Par ailleurs, la Russie nie l'utilisation répétée d'armes chimiques par les forces armées syriennes, malgré le fait que de nombreuses enquêtes internationales indépendantes menées par l'ONU et l'OIAC ont fourni des preuves convaincantes, et dans ce contexte, elle cherche activement à saper la crédibilité de l'OIAC et de la norme internationale contre les armes chimiques. Enfin, la Suisse condamne avec la plus grande fermeté l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et appelle la Russie à désamorcer immédiatement la situation, à cesser toutes les hostilités et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien.

Monsieur le Président,

La vérification est l'un des principaux piliers de notre organisation et nous sommes convaincus que cette tâche indispensable trouvera d'excellentes conditions dans le nouveau centre ChemTech de l'OIAC. Depuis ses débuts il y a plusieurs décennies, l'industrie chimique a connu des changements majeurs en raison des avancées technologiques et de la convergence de différentes disciplines. Par conséquent, les discussions au sein du groupe chargé des questions relatives à l'industrie chimique devraient aborder la question de l'adaptation du régime de vérification de l'OIAC.

Monsieur le Président,

Pour que l'organisation soit en mesure de remplir ses missions, deux choses sont de la plus haute importance. Premièrement, l'OIAC doit disposer d'une base financière solide. À l'heure actuelle, de nombreuses activités sont financées par des contributions volontaires. Nous pensons que l'Organisation doit disposer de moyens suffisants pour accomplir ses tâches essentielles. Deuxièmement, l'OIAC doit être dotée d'un personnel adéquat. Pour atteindre cet objectif, il est tout d'abord nécessaire d'adapter la politique de durée de service de l'Organisation. En outre, la Suisse plaide pour des pratiques d'emploi inclusives qui favorisent la répartition régionale et l'équilibre des genres sans perdre la compétence professionnelle. En outre, la Suisse continuera à soutenir le renforcement des capacités au titre de l'art. X. Afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles et d'obtenir les meilleurs résultats, les activités dans ce contexte devraient être menées conformément à une stratégie que le Secrétariat devrait élaborer en consultation avec les parties prenantes concernées.

Monsieur le Président,

Pour maintenir l'intégrité de la Convention, il est important que toutes ses dispositions soient respectées, qu'elles concernent les agents de guerre chimique ou l'utilisation d'agents antiémeutes comme méthode de guerre. Nous rappelons la décision de 2021 selon laquelle l'utilisation en aérosol de produits chimiques agissant sur le système nerveux central est considérée comme incompatible avec les objectifs de maintien de l'ordre en tant que "but non interdit" en vertu de la Convention.

Enfin, ma délégation souhaite faire part de sa préoccupation concernant le processus d'accréditation des organisations non gouvernementales (ONG) pour participer à cette conférence. Le refus d'un petit nombre d'États parties d'accréditer des ONG dont les activités sont manifestement en rapport avec l'objet et le but de la Convention est inacceptable. Les ONG jouent un rôle essentiel pour relever les défis actuels et futurs et atteindre notre objectif commun d'un monde sans armes chimiques.

Je vous remercie, Monsieur le Président

Mr Chairperson,

Let me begin by congratulating you on your election as Chairperson of the Fifth Review Conference of the Chemical Weapons Convention (CWC). I would like to thank you as well as Ambassador Kuusing as Chairperson of the Open-Ended Working Group for your tireless efforts in preparing this Conference.

Mr. Chairperson,

This Review Conference comes at the crucial point in time. At the moment, the signs are not pointing to disarmament. In this context, it is even more important to depict the OPCW and the Convention as the success story they are! This year the destruction of all declared stockpiles will be achieved and I want to congratulate everyone who contributed to this major milestone.

In past years, the Organization has faced major challenges. But each time, the OPCW has proven that it is able to react and overcome these challenges. Be it with the creation of different bodies working on Syria or the change to Schedule 1 of the CWC Annex on Chemicals.

Mr. Chairperson,

Even though the destruction of the declared stockpiles is being completed, the work of the OPCW is not finished. Our attention must now shift on preventing the re-emergence of CW while keeping the expertise in destruction.

Our common goal is a strengthened norm and strengthened convention. To this end, Switzerland has introduced a paper coincidentally titled "A strengthened CWC", identifying key issues and how to address them. Let me highlight a few points that deem particular attention:

Recent years have repeatedly shown us the terrible consequences of chemical weapons use and that toxic chemicals impact victims' suffering differently depending on their age and gender. Switzerland condemns in the strongest possible terms the use of chemical weapons by anyone, anywhere and under any circumstances. Their use constitutes a serious violation of international law, and in particular of the Chemical Weapons Convention. Those responsible must be brought to justice. Impunity for these crimes is simply unacceptable.

Mr. Chairperson,

Against this backdrop, the International Community has to continue to adopt a robust stance. Facts must be established in an independent, impartial, factual and scientific manner. Perpetrators must be identified and then held accountable. This task must continue relentlessly. In particular, as this work is regularly obstructed. In this context Switzerland reiterates its full support and confidence in the Director-General and the Secretariat of the OPCW.

The facts clearly show that the Syrian Arab Republic is in violation of several obligations under the Convention. The third report of the Investigation and Identification Team (IIT), published in the beginning of the year, concludes that there are "reasonable grounds to believe" that the perpetrators of a CW attack in Douma in April 2018 were members of the air force of the Syrian Arab Republic (SAR) at the time of the incident. Thus, to date, 9 of the approximately 25 chemical attacks documented by the UN and OPCW in Syria have been attributed to the Syrian government. Additionally, there are still 20 out of 24 issues outstanding in regard to the initial declaration by the SAR. These are not mere details. The absence of verifiable answers and documentation about important elements of the Syrian chemical weapons program raises serious concerns about the current status of the program. Switzerland urges the SAR to comply with its obligations as a State Party to the Convention to allow without delay all members of the Declaration Assessment Team (DAT) unhindered access to its territory so that they can carry out the necessary investigations and verifications.

With regard to the documented poisoning of Mr. Navalny in 2020, there are outstanding questions as well. Russia neither initiated an independent investigation nor co-operated with the OPCW, in spite of its obligations under the CWC. According to credible findings, the UK authorities have established that Russia is responsible for the 2018 attack on Sergei Skripal with a nerve agent of the 'Novichok' group, which is banned under the Convention since 2019. Moreover, Russia denies the repeated use of chemical weapons by the Syrian armed forces, despite the fact that numerous independent international

investigations by the UN and the OPCW have provided convincing evidence, and in this context actively seeks to undermine the credibility of the OPCW and the international norm against chemical weapons. Finally, Switzerland condemns in the strongest possible terms Russia's military aggression against Ukraine and calls on Russia to immediately de-escalate the situation, to cease all hostilities and to withdraw its troops from Ukrainian territory without delay.

Mr. Chairperson,

Verification is one of the key pillars of our organization and we trust this indispensable task will find excellent conditions in the new OPCW ChemTech Centre. Since its beginnings decades ago, the chemical industry has undergone major changes as a result of technological advancements and the convergence of different disciplines. Therefore, discussions in the industry cluster should address the question of how the OPCW verification regime could be adapted.

Mr. Chairperson,

In order for the organization to be able to fulfil its tasks, two things are of utmost importance. First, the OPCW should have a sound financial basis. At the moment, many activities are supported by voluntary contributions. It is our opinion, that the Organization should be given sufficient means to achieve its core tasks. Secondly, the OPCW should be staffed adequately. To achieve this objective, it is first of all necessary to adapt the Organization's tenure policy. Further, Switzerland advocates for inclusive employment practices that promote regional distribution and gender balance without losing professional competence. Furthermore, Switzerland will continue to support capacity building under Art. X. In order to make the best use of available resources and to achieve the best result, activities in this context should be carried out according to a strategy which the Secretariat should develop in consultation with relevant stakeholders.

Mr. Chairperson,

To maintain the integrity of the Convention, it is important that all its provisions are upheld, whether they relate to chemical warfare agents or the use of riot control agents (RCA) as a method of warfare. We recall the decision from 2021 that the aerosolised use of CNS-acting chemicals is understood to be inconsistent with law enforcement purposes as a "purpose not prohibited" under the Convention.

Finally, my delegation wishes to put on record our concern about the accreditation process for non-governmental organisations (NGOs) to attend this Conference. The refusal of a small number of States Parties to accredit NGOs, whose activities are demonstrably relevant to the object and purpose of the Convention, is unacceptable. NGOs play an essential role in addressing current and future challenges and achieving our common goal of a world free of chemical weapons.

I thank you, Mr Chairperson